

Introduction

Les relations entre formation, emploi et travail, restent un enjeu crucial pour l'ensemble des acteurs impliqués dans la vie économique et sociale, les élèves et leurs familles, les travailleurs et les syndicats, les employeurs et leurs organisations, les pouvoirs publics tant nationaux que régionaux, les enseignants et les formateurs. Ceci justifie que l'on cherche à tirer pleinement parti des connaissances acquises en la matière, ce qui correspond à l'objectif principal de cet ouvrage.

Des questions et des progrès dans la connaissance

La notion même de « relation formation, emploi, travail » peut être trompeuse. Elle laisse supposer qu'elle pourrait être traduite par une dimension unique, comme le savoir, la spécialité ou la compétence. Sans doute, vaut-il mieux évoquer au pluriel ces relations ou ces liens, pour faire référence au caractère multidimensionnel du phénomène.

Se pose alors d'emblée la question de la nature même de ces liens. Sont-ils logiques au point que l'on puisse articuler étroitement formation et emploi ? Sont-ils chronologiques au sens où toute formation devrait préparer à l'emploi ? Ces liens sont-ils organiques comme cela se produit parfois dans les dispositifs d'alternance ? Sont-ils simplement

statistiques dans la mesure où l'on observe une liaison quantifiable entre caractéristiques de la formation suivie et de l'emploi occupé ? S'agit-il de liens structurels de parenté ou de pur voisinage avec des moments plus propices aux relations que d'autres ? Ces liens sont-ils étroits, au point que l'on puisse associer finement et individuellement niveaux et spécialités d'emploi et de formation, ou plus distants, dans la mesure où la formation prépare à l'ensemble de la vie professionnelle et sociale et non au seul premier emploi ?

L'éventail des possibilités est très ouvert tandis que les décideurs aimeraient que ces liens soient faciles à formuler et à construire. Ainsi, les représentants des employeurs, désormais relayés par les responsables des politiques éducatives, estiment que la formation doit préparer directement à l'emploi et s'ajuster au plus près des contenus de travail. Une façon de vouloir résoudre une bonne fois pour toutes l'énigme en trouvant les bonnes solutions qui permettraient d'articuler au plus fin formation et emploi. Et un rêve ancien qui animait déjà les planificateurs des années 1960.

De leur côté, les chercheurs savent que la question est compliquée, que « la science naît des problèmes et finit dans les problèmes » (K. Popper). Depuis *L'introuvable relation formation-emploi*, cet ouvrage collectif dirigé par L. Tanguy auquel nous avons contribué l'un et l'autre, les travaux n'ont pas manqué pour souligner la complexité de cette question. Il existe même une revue dédiée à ce sujet, *Formation Emploi*, qui vient de fêter un quart de siècle d'existence, et un organisme, le Céreq, chargé d'étudier spécifiquement ces questions depuis plus de trente ans. La réalité est en effet suffisamment complexe et mouvante pour qu'elle occupe nombre de chercheurs depuis nombre d'années. Ainsi apparaissent de nouvelles questions tandis que d'anciennes subsistent ou que d'autres semblent résolues.

Grâce aux chercheurs, on sait désormais que ces relations entre formation, emploi et travail ne peuvent être que plurielles et multilatérales. On sait aussi qu'il faut considérer la formation dans tous ses aspects et non seulement la formation initiale, qu'il convient de distinguer le travail, au sens de l'activité productive des personnes, et l'emploi, comme forme d'organisation et de reconnaissance sociale du travail. On sait que les conditions d'accès à l'emploi sont fortement liées à la formation initiale, qu'il y a le plus souvent des écarts, tant en niveaux qu'en spécialités, entre cette formation et les emplois occupés.

On sait que les trajectoires sont plus ou moins génératrices de compétences nouvelles, que la formation se développe tout au long de la vie mais de façon très inégale selon les personnes. Et l'on prend également mieux en compte la dimension formatrice du travail.

Certaines des dimensions de l'énigme ont ainsi été explorées et, selon les questions, des réponses factuelles ou des avancées conceptuelles ont pu être proposées sans que les acteurs aient pour autant pris connaissance et conscience de tous ces constats. Cependant, dans la mesure où il s'agit de phénomènes sociaux, produits d'interactions entre individus, organisations et contextes politiques et économiques, il est intrinsèquement impossible de fournir des réponses complètes et définitives.

Parti a été pris dans cet ouvrage de présenter avant tout les résultats des travaux de recherche récents. Il ne s'agit donc pas de faire l'histoire des concepts évoqués, mais de les illustrer et de les discuter à partir d'informations précises et actuelles. Si l'on compare les thèmes abordés avec ceux traités, vingt ans auparavant, dans *L'introuvable relation formation emploi*, on observe aisément que les sujets traités dans les trois parties de l'ouvrage en question – insertion, formation et qualification – se retrouvent ici, mais avec des accents différents et des prolongements nouveaux. Ainsi, les informations sur l'insertion sont beaucoup plus riches grâce à la mobilisation de matériaux originaux et consolidés. À cet égard, les observations qui prennent en compte la durée de l'insertion offrent de véritables avancées. En prenant en considération les diverses facettes des premières années de vie active, elles aident en effet à répondre à la question ancienne de la fin du processus d'insertion. Et elles permettent aussi de mieux comprendre comment se structurent les parcours scolaires et professionnels et quels sont les mécanismes en jeu.

De son côté, la formation est appréhendée de façon plus extensive en intégrant à la fois la formation initiale et la formation continue. Quelques rappels sont faits à propos de la formation initiale, avec un intérêt marqué pour les différences de genre, mais l'accent a été volontairement placé sur les effets de cette formation sur la qualité de l'insertion professionnelle. La formation comme l'insertion sont alors considérées dans une approche multidimensionnelle. Quant à la formation continue, il s'agissait de prendre en compte les nombreuses évolutions récentes en la matière. Mais ici aussi, la volonté a été de privilégier les pratiques effectives des différents acteurs et les résultats.

Enfin, les questions relatives à la qualification n'ont pas disparu, mais elles sont désormais posées plutôt en termes de compétence, notion dont l'importance s'est affirmée au cours de la période récente. Les premiers accords introduisant la notion de compétence datent en effet de 1990 et son usage s'est développé depuis lors. Ces discussions sont abordées de façon spécifique dans certains articles mais aussi lorsque sont traitées les questions relatives à l'expérience, à la transmission des savoirs ou à la professionnalisation. À cet égard, l'incorporation explicite de la dimension « travail » apparaît nouvelle par rapport aux publications de référence.

Enfin, on peut relever que, depuis les travaux évoqués dans l'ouvrage de 1986, l'individu est devenu plus systématiquement objet d'analyse (c'est le sujet des enquêtes d'insertion et de cheminement) et considéré comme acteur à part entière du processus de professionnalisation. Pour autant, les phénomènes de structuration sociale restent très présents qu'il s'agisse des pesanteurs liées à l'individu lui-même (le sexe, l'origine sociale, l'origine ethnique) ou de son environnement social et de son cadre d'action (la région, la branche, l'entreprise, la famille). Par ailleurs, de nouveaux acteurs organisés se sont installés sur la scène, comme les régions et l'Europe qui pèsent désormais fortement sur les systèmes de formation et d'emploi.

Un état provisoire de la question

Tant par rapport aux acteurs directement impliqués dans le traitement des questions relatives aux relations entre formation, emploi et travail qu'au regard des chercheurs engagés dans la réflexion relative à ces domaines, il est apparu nécessaire d'exposer de la façon la plus accessible possible les résultats produits depuis le début des années 2000.

Pour ce faire, nous avons mobilisé un grand nombre de chargés d'études du Céreq et de son réseau de centres associés ainsi que des chercheurs spécialistes du sujet. Chacun a utilisé les sources statistiques disponibles, notamment les enquêtes et bases de données du Céreq (enquêtes Génération, enquêtes sur la formation continue, portraits statistiques de branches) mais aussi les données de l'Insee ou de la Dares, ainsi que les publications qu'ils ont pu faire eux-mêmes sur le

sujet (en contribuant par exemple aux publications du Céreq comme les *Bref*, les *NEF*, les ouvrages *Quand l'école est finie*, *Quand la carrière commence* ou les articles de la revue *Formation Emploi*) ou qui ont été récemment écrites par d'autres. Chacun a développé un regard disciplinaire spécifique, qu'il soit économiste, sociologue, gestionnaire, juriste ou psychologue, sans que pour autant le traitement des questions puisse être qualifié de partiel.

Le livre offre ainsi, pour un large public, un accès facile à des informations susceptibles d'enrichir la réflexion, de remettre en cause des idées reçues et de fournir des repères pour l'action. Responsables des ministères et des instances régionales, intermédiaires de l'emploi, syndicalistes, formateurs, enseignants, étudiants et personnes intéressées par ces sujets devraient y faire leur miel. Ils y retrouveront des notions qui leur sont sans doute familières, comme celles de compétences, de validation des acquis de l'expérience, de gestion prévisionnelle de l'emploi, de référentiels d'activité ou de certification, et des résultats qui devraient être utiles pour éclairer leur action. De son côté, le lectorat étranger pourra ainsi disposer d'une présentation cohérente, synthétique et actuelle de l'ensemble du domaine concerné.

Chaque chapitre propose un état de la question dans un format très court qui autorise de nombreux prolongements, rendus possibles par les références bibliographiques adjointes. Il se réfère à un sujet du débat social pour en expliciter les termes, fournit quelques chiffres significatifs, souligne les tendances principales, avance des éléments de comparaison, propose des pistes d'interprétation et évoque, si nécessaire, quelques aspects plus théoriques, voire méthodologiques. Il s'agit ainsi de valoriser les résultats de la recherche et de lui donner une utilité sociale car, à la suite de Durkheim, « nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif ».

Le parcours proposé dans ce livre s'ordonne de la façon suivante. Il débute par quelques éléments généraux concernant les grandes transformations de l'emploi susceptibles d'avoir des effets sur la formation et, symétriquement, sur les évolutions de la formation initiale et continue qui impactent la relation formation-emploi. Puis, on examine plus précisément les liens entre formation, mobilité et emploi tant dans la période d'insertion que dans la suite des cheminements professionnels. Il est alors possible d'explorer le rôle des divers acteurs structurant ces

relations, qu'il s'agisse des individus, des institutions ou des entreprises. Il reste enfin à interroger des notions majeures comme celles de qualification, de compétences et de relation formation-emploi.

Chaque chapitre s'organise autour d'une question généralement d'actualité mais également familière aux décideurs et, en même temps, pertinente du point de vue de la recherche. Ces interrogations sont souvent révélatrices de vrais problèmes à résoudre mais aussi illustratrices de fausses bonnes solutions et, toutes à leur façon, elles appellent à la fois des réponses factuelles mais aussi de nouvelles interrogations susceptibles de faire avancer la pratique des différents acteurs concernés.

Le système de formation initiale se trouve ainsi questionné à travers des interrogations telles que celles-ci : quelles inégalités individuelles face à l'école ? Que représentent les non-diplômés et qui sont-ils ? Peut-on parler de la fin des CAP ? La professionnalisation des études supérieures est-elle à généraliser ? L'extension de l'alternance est-elle la panacée ? Le diplôme est-il menacé par le développement des certifications ?

De leur côté, les acteurs de la formation continue peuvent trouver écho à leurs pratiques dans d'autres questions. Quelle est l'ampleur et l'évolution de la formation continue en France ? Quelle est l'implication des entreprises dans la formation ? Comment se structure l'offre de formation continue ? La formation va-t-elle à la formation ? Vers où le dispositif français de formation continue doit-il aller ?

Certaines questions éclairent le processus d'insertion. La dévalorisation des diplômes est-elle inéluctable ? Quelle est l'ampleur du désajustement entre spécialités de la formation et de l'emploi ? La formation et le diplôme sont-ils réducteurs de risque ? Qu'en est-il des différences territoriales d'insertion des jeunes ? Quelle est la durée de l'insertion ? Quels sont les facteurs favorables à la stabilisation en emploi ? Les hommes et les femmes sont-ils insérés à la même enseigne ? Quels sont les secteurs d'insertion des débutants ? Quel est l'impact de la conjoncture ? Quelle dynamique entre le court terme et le long terme de l'insertion ? Comment ont évolué les mobilités internes et externes ?

D'autres questions peuvent concerner plus directement les responsables politiques. Les politiques régionales formation-emploi existent-elles ? Les politiques européennes prennent-elles une ampleur

croissante ? Les politiques d'insertion sont-elles efficaces ? Quel est le rôle des branches dans la régulation de la relation formation-emploi ?

D'autres enfin peuvent éclairer les pratiques des entreprises. Y a-t-il un mouvement général de précarisation ? Existe-t-il encore des emplois non qualifiés ? Quelles sont les grandes évolutions en matière d'organisation du travail ? Quelle est la pertinence de l'approche par les compétences ? À quoi servent les référentiels d'activité et de compétences ? Comment se déroulent la production et la transmission des savoirs ? Qu'est-ce que l'expérience ? Qu'est-ce que la professionnalisation ?

Des questions qui appellent des réponses ou, du moins, des éléments d'éclaircissement susceptibles d'éclairer les pratiques.

Des conclusions utiles pour l'action

Que ressort-il finalement de ce panorama ?

D'abord, au fil des chapitres, certaines notions importantes sont clarifiées ce qui constitue en soi un apport car cela permet au débat public de s'exprimer en des termes plus précis. Ainsi, la distinction, désormais bien établie entre compétences et qualification, est réexaminée à la lumière de son usage dans les entreprises, à travers la GPEC ou les conditions de transmission des savoirs, comme dans le système de formation, via la construction de l'offre et la définition des référentiels d'activité et de compétences, ce qui permet de repérer d'éventuelles complémentarités entre ces dimensions. De même, il apparaît très utile de distinguer diverses acceptions d'une notion actuellement très en vogue, celle de professionnalisation, selon qu'elle concerne les activités, les individus ou les organisations. Le terme de certification est également à définir pour voir comment il s'articule à celui de formation et quelle est la spécificité du diplôme. Le concept d'expérience est aussi précisé notamment dans ce qu'il a de singulier comme moyen d'acquisition de compétences mais aussi de complémentaire ou de substituable à la formation. Enfin, le concept d'insertion mérite une nouvelle explicitation tant ses moments de début et de fin restent flous, tant le débat ancien sur la dévalorisation des diplômes, le déclassement, l'inadéquation ou le désajustement reste essentiel.

Cet ouvrage présente aussi un ensemble de constats factuels et de grandes tendances susceptibles d'éclairer les décideurs. Certains sont bien connus, d'autres plus contre-intuitifs ou du moins décalés par rapport aux discours ambiants. Ainsi, après une longue période de progression de la scolarisation, d'allongement de la durée des études et de baisse de la part des sortants sans diplômes, on a assisté, au cours des dix dernières années, à une stabilisation de ces divers indices de scolarisation, tandis que le processus de développement-réorganisation de l'enseignement professionnel se poursuivait. Dans le même temps, se confirmaient les inégalités précoces et cumulatives en matière de scolarité. Autant d'éléments qui viennent modifier, quantitativement et qualitativement, les conditions de passage de la formation à l'emploi. Du côté de l'emploi et du travail, on a assisté à un maintien, voire à une récente progression, de la part des emplois non qualifiés confirmant la tendance à la polarisation des qualifications, aspect nécessaire à intégrer si l'on veut comprendre les différences de devenir professionnel des personnes. De même, les mouvements contradictoires d'individualisation du travail, de flexibilisation de l'emploi et de réorganisation des collectifs de travail modifient les modes d'articulation entre formation, statut de l'emploi et conditions d'exercice du travail. Enfin, les mobilités ont connu de profonds changements dans la récente période avec un resserrement des marchés internes et un développement des mobilités externes pesant directement sur les conditions d'accès à l'emploi, tandis que la période d'insertion conservait son caractère incertain et fortement différenciateur.

À ce propos, on peut insister sur l'intérêt des approches longitudinales qui permettent de saisir les diverses phases du processus de professionnalisation, de repérer les moments clés des parcours professionnels, d'analyser la dynamique des acteurs et d'évaluer les politiques mises en œuvre. Et ceci justifie aussi un croisement de méthodes quantitatives et qualitatives et une articulation entre diverses approches disciplinaires.

Ces constats sont le résultat de multiples facteurs qui viennent transformer les liens entre formation, emploi et travail. Certains sont de type structurel, comme la montée interrompue de la scolarisation, d'autres sont de nature économique, comme le maintien d'un niveau élevé et d'une forte sélectivité du chômage, d'autres encore ressortent de spécificités sociétales. L'ouvrage met ainsi en avant quelques singularités françaises comme la relative ampleur de la scolarisation et la spécificité

de la formation continue, avec peu d'éducation permanente et de formations diplômantes, ou un régime spécifique de relation formation-emploi marqué par un lien plutôt relâché entre spécialités et un poids important des niveaux de formation et de la hiérarchisation des métiers.

Plusieurs chapitres soulignent aussi l'influence stratégique de la formation initiale, qu'il s'agisse du niveau, de la spécialité ou de la filière suivie, et le rôle clé du diplôme, tant dans l'accès initial à l'emploi que dans l'accès à la formation continue. Diverses caractéristiques individuelles interviennent fortement. C'est le cas du sexe, qui différencie à la fois le déroulement de la formation, de l'orientation, de l'insertion et les emplois occupés. C'est le cas aussi de l'origine sociale, qui joue un rôle premier dans la réussite scolaire, ou de l'origine nationale, qui génère des inégalités de formation et d'accès à l'emploi relevant parfois de discriminations. À cela s'ajoutent la dimension territorialisée des parcours scolaires et des conditions d'insertion et l'effet décisif de la conjoncture sur les difficultés spécifiques des débutants.

Derrière ces facteurs interprétatifs se manifestent des jeux d'acteurs évoqués au fil de cet ouvrage. On signale ainsi le rôle respectif des logiques d'entreprises et de branches dans la régulation de la relation formation-emploi, le caractère structurel des positionnements des débutants dans les secteurs d'activité, l'importance des politiques de stabilisation-flexibilisation et des pratiques de sélection des entreprises dans la compréhension des disparités d'accès à l'emploi et aux mobilités ainsi que les grandes différences de pratiques de formation continue des entreprises, tant pour les publics concernés que pour le poids et le type de formations organisées, et les évolutions en la matière.

D'autres chapitres éclairent certains sujets au cœur des politiques publiques de formation et d'emploi. On met ainsi en évidence l'intérêt, mais aussi les limites, de la tendance à la professionnalisation des études qui affecte aussi bien l'enseignement supérieur que l'apprentissage. On souligne également la redistribution des rôles entre les divers niveaux de régulation de l'offre de formation et de certification, qu'il s'agisse de l'Europe, des États, des régions ou encore des organismes de formation continue ou des établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, l'ouvrage contribue à une meilleure appréhension de la nature des liens entre formation, emploi et travail. Toutes les observations

convergent pour inciter à penser ces liens comme des processus et comme des rapports. Ce sont des processus dans la mesure où il s'agit non seulement de voir de façon statique s'il y a ou non un ajustement entre acquis de formation et traits distinctifs de l'emploi mais également, et peut-être surtout, d'examiner la façon dont se construisent et évoluent progressivement ces relations tant du point de vue des individus que des entreprises ou des institutions. Et ce sont des rapports car les processus sociaux ne sont pas des images fixes ou de purs constats de pratiques sociales séparées mais des rapports entre des acteurs. Ces rapports mettent au premier plan les acteurs concernés non seulement pour en éclairer leurs stratégies propres mais aussi pour comprendre comment se manifestent et se régulent leurs relations, par exemple à travers la question de la reconnaissance des qualifications et des compétences.